



AUDIENCE AVEC M. DUSSOPT,
Secrétaire d'État auprès du ministre de l'Action et des Comptes publics

DÉCLARATION INTERSYNDICALE DES AGENTS DES FINANCES PUBLIQUES DU TARN

Notre participation à cette audience se limitera à cette déclaration commune des syndicats des Finances Publiques du Tarn

Vous voulez supprimer 120 000 postes de fonctionnaires, vous voulez détruire notre statut, vous voulez disloquer le réseau des finances publiques.

Vous êtes en train de produire de la souffrance au travail à grande échelle dont France Telecom a déjà donné un exemple tragique.

Vous êtes du côté de ceux qui veulent détruire nos plus grandes conquêtes sociales, brader le service public.

A ceux qui s'opposent à vos funestes projets, vous réservez une répression de plus en plus violente, nos collègues de Haute-Garonne s'en souviennent.

A grand renfort de plan de communication, votre gouvernement réussit à présenter par département une cartographie laissant penser que demain, chaque direction aurait plus de points d'accueil ouverts au public qu'actuellement.

Il n'en est malheureusement rien pour qui prend la peine de bien regarder les légendes colorées accompagnant ces cartes départementales et connaît la réalité du terrain.

D'implantations de trésoreries ouvertes au public tout au long de l'année, le projet ministériel les remplace par des accueils temporaires dans des maisons de service au public ou dans des bâtiments publics tels que les mairies .

Belle conception du service public de demain.

Il y a moins d'une semaine la DDFIP du Tarn a communiqué la nouvelle cartographie. **En 20 ans** ce n'est pas moins de 25 trésoreries, 1 SPF, 2 SIP et 2 SIE qui auront disparu d'ici 2022 et combien d'agents sacrifiés???

A ce jour, notre directeur a refusé d'aborder le sujet du volume des suppressions d'emplois qu'engendre la mise en place de ce nouveau réseau.

Nous exigeons le retrait immédiat du plan Darmanin de dislocation du réseau des Finances Publiques.

S'agissant du projet que vous portez, dit de « transformation de la fonction publique », celui-ci démolit nos statuts pour préparer la mobilité forcée, le salaire au mérite, la contractualisation, les pleins pouvoirs à la hiérarchie avec la fin des CAP.

Nous sommes du côté de tous les usagers, pour préserver l'accès aux services publics grâce à des agents publics garants de neutralité, non soumis à la concurrence et à la recherche du profit.

Nous revendiquons le retrait du projet de loi « dit de transformation de la fonction publique » de liquidation de nos statuts.

Nous quittons cette salle avec la détermination de continuer à nous battre pour la défense des agents, des usagers et combattre vos réformes.

Albi, jeudi 13 juin 2019